

Sur l'indépendance de la Bannière de Monthey et du Bas-Valais

Les circonstances dans lesquelles le Bas-Valais obtint en 1798 son indépendance sont généralement si peu et si mal connues qu'il nous a paru utile d'en évoquer ici la précision historique ¹.

La tradition populaire éprouve une tendance marquée à mélanger les événements de 1790 et de 1791 à cette indépendance. Si les premiers faits, de même que la consécration intervenue plus tard, trouvent indubitablement leur source dans le grand souffle libérateur provoqué par la Révolution française ², il est certain que les premiers symptômes, devançaient la maturité des temps et s'attaquaient prématurément à la république des Sept Dizains dont les « Magnifiques et Souverains Seigneurs » n'étaient pas encore prêts à renoncer à leurs prérogatives.

Le Gros Bellét dut demander pardon à genoux devant la Diète, de son geste intempestif ; Charles-Emmanuel de Rivaz dut s'enfuir à Genève pour se soustraire au mandat d'arrêt délivré contre lui, et Pierre Guillot, en compagnie de quatre autres martyrs de la liberté de leur pays, paya de sa vie et de la confiscation de ses biens ses patriotiques tentatives ³.

¹ En formulant le vœu de voir bientôt paraître les ouvrages que préparent MM. André Donnet et Michel Salamin sur la Révolution valaisanne de 1798 et sur le Régime helvétique (1798-1802), qui nous donneront enfin une étude complète de cette période décisive dans notre histoire.

² Dès 1789, la Révolution française exerça en Bas-Valais une influence pressante, que soutenaient et développaient libelles et émissaires. Cf. Pierre-Antoine Grenat : *Histoire moderne du Valais*, Genève, 1904, p. 414 ; Jules-Bernard Bertrand : *Notes sur l'influence étrangère sur les événements de septembre 1790 dans le Bas-Valais*, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, 1935, pp. 404-417 ; Eugène Donnet : *Pierre Guillot et le mouvement d'émancipation en Bas-Valais 1790-1791*, dans *Annales valaisannes*, 1940, p. 132 (témoignage de Barthélemy Guillot).

³ Sur ces prodromes de la Révolution en Bas-Valais, voir notamment Grenat, o. c., ch. XVIII, *De 1790 à 1792*, pp. 414-436 et 463 ; E. Donnet : *Pierre Guillot (1727-1791)*, I. c., pp. 131-142, et *Barthélemy Guillot (1754-1835)*, *ibid.*, 1943, pp. 17-24. Une plaque en l'honneur de Pierre Guillot et de ses associés, apposée sur l'ancienne maison Guillot, à Monthey, a été inaugurée le 15 décembre 1940 (*Annales valaisannes*, 1940, pp. 160-161).

Malgré cela, la Déclaration des Droits de l'Homme et les principes de la libération des peuples, proclamés par la Révolution française, gagnaient du terrain.

Les Sept Dizains avaient dû accepter la présence d'un envoyé diplomatique de la Grande République dans la personne du résident Mangourit, qui ne se faisait pas faute d'encourager les tendances des Bannières du Bas-Valais à l'indépendance, tout en s'entremettant auprès des Magnifiques et Souverains Seigneurs pour leur faire entendre que l'ère de la féodalité devait prendre fin et pour les préparer à une conception nouvelle de leurs relations avec les territoires situés au-dessous de la Morge ⁴.

C'est ainsi que les idées évoluaient et se modifiaient graduellement de part et d'autre, les deux partis restant dans l'expectative de circonstances qui amèneraient une solution décisive.

La proclamation de l'indépendance vaudoise dans la nuit du 23 au 24 janvier 1798 avait suscité dans tout le Bas-Valais de fermes espoirs et le débarquement à Ouchy, le 28 janvier, de la brigade Rampon, précédant la division du général Ménard, fut sans doute l'événement qui décida de la situation. La nouvelle fut transmise d'Aigle à St-Maurice où un arbre de la liberté fut planté incontinent et elle ne tarda pas à se répandre dans le Valais tout entier.

Dès ce même soir du 28 janvier, le Conseil de la Bannière de Monthey était convoqué d'urgence et se réunissait le lendemain, sous la présidence du banneret Devantéry, pour tenir une mémorable séance au cours de laquelle il fut tout d'abord décidé ⁵ que « la Bannière proclame son indépendance absolue et illimitée (sic) et propose aux sept louables dizains de la reconnaître et d'en former un nouveau dizain avec toutes les prérogatives et prééminences qui appartiennent aux autres dizains ».

Une seconde décision prévoit « que les deux autres Bannières

⁴ Michel-Ange-Bernard Mangourit (1752-1829) « est une des figures les plus curieuses de l'époque révolutionnaire. Intelligent, actif, exalté, il avait été d'abord officier de milice, puis lieutenant criminel à Rennes, et condamné par le Parlement, probablement pour des brochures philosophiques. En 1789, il dirige un journal, le *Héraut de la Nation*, devient consul à Charlestown en 1792, est employé par le Comité de salut public, puis 1^{er} secrétaire d'ambassade à Madrid, passe à Philadelphie, est nommé, le 26 brumaire an 6 (16 novembre 1797), chargé d'affaire en Valais » (Alfred Rufer : *Les deux projets de Constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, t. VIII, 1953, Sion, p. 193). Mangourit intervint aussi dans les affaires vaudoises, comme le montrent trois de ses lettres (mars 1798) publiées par les *Annales valaisannes*, 2^e série, 1934, pp. 89-90.

⁵ Les textes dont nous citons des extraits sont tirés d'un registre intitulé : « Recueil des délibérations de l'administration provisoire de la Bannière de Monthey réunie en Comité central, siégeant au *Château de Monthey*, et des pièces et actes relatifs à la *Révolution du Vallais*, arrivée en 1798 à St-Maurice le 28 janvier et à Monthey le 29 janvier ». Ce recueil fut imprimé en 1898 et constitue un fascicule devenu rare : « *Offert aux citoyens Montheysans en souvenir du centenaire de la proclamation de leur indépendance* ».

1798

1898

Extrait d'un manuscrit intitulé

RECUEIL

des délibérations de l'administration provisoire de la *Bannière de Monthey* réunie en Comité central, siégeant au *Château de Monthey*, et des pièces et actes relatifs à la *Révolution du Valais*, arrivée en 1798, à St-Maurice le 28 janvier et à Monthey le 29 janvier.

Commencé le 29 janvier 1798, premier jour de l'Indépendance de la *Bannière de Monthey*.



Offert aux citoyens Montheysans en souvenir du centenaire de la proclamation de leur indépendance.

Ainsi arrêté par les deux Conseils réunis au Château de Monthey le 22 janvier 1898.

d'Entremont et de St-Maurice⁶ seront invitées à prendre la même résolution pour établir la République sur une base d'Egalité et de Liberté, qui soit conforme aux droits des peuples et qui assure d'une manière solide et durable les relations de la nation helvétique entre ses différentes parties, ainsi qu'avec les grandes Républiques, nos voisines et alliées ».

Nous relevons encore la troisième décision qui est bien significative du rôle que la France avait joué dans l'évolution de la situation. Le Conseil de la Bannière de Monthey décide, en effet, en troisième lieu, « de manifester au citoyen Mangourit, résident de la nation française en Vallais, le vœu de cette assemblée, de le prier d'y donner son assentiment et de lui accorder la protection de la Grande République qu'il représente, laquelle a énoncé d'une manière si solennelle le généreux désir qu'elle avait de rendre la Suisse aussi heureuse qu'elle peut l'être ».

Enfin, après avoir résolu de faire sanctionner ses décisions par les Conseils généraux de toutes les communes de la Bannière qui devaient, « vu l'urgence », être consultés dès le lendemain matin, le Conseil établit, séance tenante, en manière de gouvernement provisoire, un « Comité administratif » composé du Banneret général de Vantéry⁷, du Capitaine général Derivaz⁸, de Pierre-Louis Dufay, châtelain de Mon-

⁶ Le Bas-Valais comprenait les trois Bannières générales d'Entremont, St-Maurice et Monthey, auxquelles se rattachaient des Bannières secondaires : celle de Conthey-Nendaz à Entremont, qui comprenait aussi Bagnes et Saxon ; celle d'Ardon-Chamoson à Monthey ; enfin celles de Saillon-Fully-Leytron-Riddes et de Martigny à St-Maurice. Un grand-banneret et un capitaine général commandaient chaque Bannière générale ; le grand-banneret de St-Maurice commandait les trois Bannières générales réunies. Cf. J.-B. Bertrand : *Bannières et bannerets sous l'ancien régime*, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, 1934, pp. 261-274, notamment pp. 264 et 267. Un manifeste d'origine étrangère engageait déjà en 1790 les Bas-Valaisans à faire de leur pays trois dizains. Cf. Bertrand : *Influence étrangère*, I. c., p. 411. En 1798 comme en 1790, une collaboration étroite unit les diverses Bannières du Bas-Valais, particulièrement celles de Monthey et de St-Maurice (Donnet : *Pierre Guillot*, p. 135).

⁷ Jean-Joseph-Théodore de Vantéry ou Devantéry (1733-1809) fut tour à tour capitaine général et banneret de Monthey, juge de paix, président du District, député à la Diète valaisanne, historiographe et généalogiste (*Armorial valaisan*, Zurich et Sion, 1946, p. 276). Il s'était rallié avec empressement aux idées nouvelles (Bertrand : *Influence étrangère*, p. 409) et dès 1790 il avait joué un rôle dans l'évolution politique à Monthey (Donnet : *Pierre Guillot*, pp. 135, 136).

⁸ Charles-Emmanuel de Rivaz ou Derivaz (1753-1830), Dr en droit, major de Monthey 1778-1784, capitaine général 1792-1798, préfet national 1798-1802, conseiller d'Etat 1802-1804, président du Tribunal suprême 1806, député au Corps Législatif sous l'Empire 1811-1814, conseiller d'Etat 1814-1830, grand-bailli 1817-1819 et 1825-1827, député à la Diète fédérale 1821-1822. Créé chevalier de l'Empire par Marie-Louise en 1813 et comte héréditaire par Charles-Félix, roi de Sardaigne, en 1823 (*Armorial valaisan*, p. 214). Charles-Emmanuel de Rivaz fut l'un des hommes d'Etat les plus marquants du Valais au début de l'époque contemporaine ; il rendit d'importants services à son pays ; il a laissé de précieux mémoires (Eugène de Courten : *Généalogie et histoire de la Famille de Rivaz*, dans *Annales valaisannes*, 2^e série, 1936, pp. 53-56).

they⁹, de Jean-Michel Nantermod, autrefois capitaine au service de la France¹⁰, du notaire Grégoire Marclay¹¹, de Barthélemy Trombert¹², de Joseph Raboud, châtelain de Troistorrents¹³, du notaire Jean-Joseph Donnet¹⁴, de Pierre-Didier Fay, châtelain des quartiers d'Embas (sic)¹⁵, d'Emmanuel Turin¹⁶, du major Dufour¹⁷, d'Emmanuel Cornut, châtelain de Vouvry¹⁸, du notaire Michel Pignat¹⁹, du lieutenant Curdy²⁰ et du sergent Jean Chaperon²¹.

La Commune de Chœx ayant été invitée à nommer un député au

⁹ Pierre-Louis-Antoine du Fay ou Dufay (1768-1843), dernier seigneur de Tannay sur Vouvry, officier dans le Régiment de Courten au service de France, châtelain de Monthey, sous-préfet 1798-1802, grand-châtelain 1802-1814, président du Dizain de 1804 à sa mort, député à la Diète valaisanne puis au Grand-Conseil. Il fut un « infatigable champion des intérêts bas-valaisans » (L. Imhoff : *Notices sur quelques journaux valaisans projetés de 1679 à 1839*, dans *Annales valaisannes*, 1955, p. 299, n. 77 ; *Armorial valaisan*, p. 83).

¹⁰ Jean-Michel Nantermod avait été officier au Régiment de Courten au service de France ; inscrit au Club de Cambrai des « Amis de la Constitution » (Jacobins), il avait renvoyé les brevets et décorations octroyés par le « cy-devant roi » (Bertrand : *Influence étrangère*, p. 407). Il s'agit sans doute du capitaine Nantermod, de Monthey, mort en 1812, qui était, croyons-nous, fils d'un autre Jean-Michel Nantermod, né à Monthey en 1726, officier au service de France, lequel avait fait la campagne d'Allemagne de 1758 à 1762, participant à la bataille de Warbourg et au siège de Cassel (J.-E. Tamini et P. Déléze : *Essai d'Histoire de la Vallée d'Illeiez*, St-Maurice, 1924, pp. 78-79 et 127).

¹¹ Jean-Grégoire Marclay (1772-1815), notaire 1795, vice-président du District 1803, juge-suppléant au Tribunal suprême 1805, vice-grand-châtelain du Dizain 1810, député à la Diète valaisanne 1810 (*Armorial valaisan*, p. 160).

¹² Barthélemy Trombert, syndic d'Illeiez 1796, président d'Illeiez 1803 et 1815-1831 (*Armorial valaisan*, p. 265).

¹³ Joseph Raboud, de Chemex (Troistorrents), encore châtelain en 1801 (*Armorial valaisan*, p. 204).

¹⁴ Jean-Joseph Donnet, de Troistorrents, notaire 1761, châtelain abbatial de Chièze 1780, sous-préfet du District (*Armorial valaisan*, p. 80).

¹⁵ Soit Collombey-Muraz. Pierre-Didier Fay, alors vice-châtelain de Collombey-Muraz, avait déjà joué un rôle marquant en 1790 (Donnet : *Pierre Guillot*, p. 137).

¹⁶ Emmanuel Turin, de Muraz, lieutenant, maire de Muraz à l'époque du Département du Simplon (*Armorial valaisan*, p. 266).

¹⁷ Michel Dufour (1768-1843), de Vionnaz, établi à Monthey, Dr en droit, major de Monthey 1792, président du Tribunal cantonal 1798-1802, député à la Diète valaisanne 1802, grand-châtelain de Monthey, membre du Tribunal suprême 1804, conseiller d'Etat 1808-1810 et 1817-1839, grand-juge 1815-1817, grand-bailli 1829-1830 et 1835-1836. Michel Dufour occupa une place importante dans la politique valaisanne au début du XIX^e siècle (*Armorial valaisan*, p. 83).

¹⁸ Emmanuel Cornut, probablement François-Louis (-Emmanuel ?) (1747-1824), châtelain de Vouvry 1784, président 1800-1805 (*Armorial valaisan*, p. 69).

¹⁹ Michel Pignat, de Vouvry, né en 1748, notaire, châtelain de Vouvry 1779 (*Armorial valaisan*, p. 195), personnage en vue à la fin du XVIII^e siècle (Donnet : *Pierre Guillot*, pp. 136, 139).

²⁰ Hyacinthe Curdy, du Bouveret, lieutenant, agent recenseur et agent national 1798 (*Armorial valaisan*, p. 72).

²¹ Jean Chaperon, de St-Gingolph, sergent, agent recenseur 1798 (*Armorial valaisan*, p. 57).

Comité, il fut précisé que « bien entendu, il n'y aurait jamais dans le dit Comité, qu'un membre par commune ».

Ainsi désigné, le Comité entra en fonctions sans tarder, en désignant comme secrétaire Gabriel Guerraty, notaire à Monthey²², auquel nous devons des procès-verbaux très complets qui nous renseignent parfaitement sur l'activité de cette autorité provisoire au cours des événements qui n'allaient pas tarder à se précipiter.

Car en cette première séance du 29 janvier 1798 déjà, le citoyen président Devantéry donnait communication à son comité d'une lettre à lui adressée par le Banneret Roten de Loèche²³, à laquelle était annexée la déclaration ci-après signée par le Banneret Barberin de Sion²⁴ :

Messieurs,

Le porteur de la présente est chargé de notre part de vous communiquer que le souverain est prêt de faire tous les sacrifices possibles qui pourraient contribuer au bien de la chose publique, et si vous croyez l'effectuer en rendant aux L.²⁵ communautés la liberté et les associant à la souveraineté, vous pouvez envoyer demain des députés à Sion, où il y aura une Diète assemblée.

Martigny, ce 29 janvier 1798

Pour foi

Barberin, Banneret

comme président de la haute Commission souveraine²⁶

Cette lettre était accompagnée d'une seconde missive apportée par une députation du Comité de St-Maurice, ainsi conçue, à l'adresse du président Devantéry :

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

Citoyen que nous présumons frère en ce moment,

Nous avons pris la liberté d'ouvrir une lettre à l'adresse du citoyen

²² Gabriel Guerraty, de Monthey, notaire, greffier 1801, châtelain de Massongex (*Armorial valaisan*, p. 120).

²³ Antoine Roten, grand-major de Nendaz et Hérémenche 1780, établi à Loèche où il fut grand-châtelain et major, puis banneret 1790-1798 (*Armorial valaisan*, p. 218 ; S. Furrer : *Statistik von Wallis*, Sion, 1852, pp. 252, 298, 308). Ce n'est pas Antoine Roten, mais Christian-Benoît Roten qui fut gouverneur de Monthey en 1766.

²⁴ Joseph-Emmanuel Barberini ou Barberin, de Sion, grand-châtelain 1782, banneret 1781, bourgmestre 1784 (*Armorial valaisan*, p. 22 ; Furrer : *Statistik*, pp. 243, 296, 306).

²⁵ Louables, qualificatif protocolaire autrefois.

²⁶ Texte dans la brochure citée plus haut, note 5, et aussi dans Grenat, o. c., p. 454. Grenat prétend que cette offre généreuse avait été décidée par les Sept Dizains « de leur propre mouvement, dès le 26 janvier, époque à laquelle il n'y avait encore aucun mouvement dans le Bas-Valais ». Cette décision n'était en tout cas pas encore annoncée lorsque se produisit la Révolution du 28 janvier à St-Maurice et du 29 à Monthey.

banneret général de Monthey. Nous y avons vu une proclamation de l'Etat du Vallais, dont le but était de donner à vos communautés une faveur que l'on paraissait postuler depuis longtemps. Nous présumons que cette faveur s'étendra de même sur St-Maurice, malgré que nous n'en n'ayons aucun avis ²⁷, nous avons cru nécessaire de consulter le citoyen Mangourit, résident, sur le parti à prendre en cette conjoncture ; il nous a assuré très positivement qu'il verrait avec plaisir que le Bas-Vallais se réunît avec le Haut-Valais ; il nous en a donné de bonnes raisons, de sorte que nous avons la presque certitude qu'en traitant avec l'Etat, aux conditions de sa proclamation, nous n'offenserions point la nation française. Le dit Citoyen Résident a donc cru à propos que nous vous invitons à venir, si vous êtes organisés à cette heure, parler de cette affaire ici par l'organe d'un ou plusieurs députés, afin que nous puissions plus facilement participer de l'avis du dit citoyen résident.

Veuillez en toute circonstance nous donner une réponse.
Salut.

St-Maurice, ce 29 janvier

Derivaz ²⁸
Président du Comité

D'autre part, le Comité central arrête de faire aux peuples (sic) de la Bannière de Monthey la proclamation suivante :

Nous voici, chers Concitoyens, arrivés à une époque bien importante. Appelés à nous gouverner nous-mêmes, il ne tiendra qu'à nous de faire toutes les lois qui seront jugées les plus propres à assurer notre bonheur ; mais pour y parvenir, nous avons, plus que jamais, besoin de sagesse et de vertu. Votre Comité croit devoir commencer les fonctions qui lui sont confiées, par vous exhorter, chers Concitoyens, à fonder l'indépendance que vous avez adoptée et qui vous est offerte, sur la base immuable de la Justice. Le respect inviolable pour la loi peut seul assurer la stabilité du lien social que nous contractons ²⁹ ; réunissons-nous donc tous pour le main-

²⁷ Grenat, l. c., assure que la communication du banneret Barberin était bien destinée à St-Maurice comme à Monthey, mais on voit que St-Maurice ne l'avait point encore reçue...

²⁸ Nous pensons qu'il s'agit de Pierre-François-Isaac de Rivaz ou Derivaz (1752-1829), bourgeois de St-Maurice, qui s'occupa à la fois des sciences et de la politique (E. de Courten : *Généalogie de Rivaz*, l. c., p. 53) et qui joua un rôle politique en vue dès 1790 (Donnet : *Pierre Guillot*, p. 136) ; il fut chargé, avec son cousin Charles-Emmanuel de Rivaz, de Monthey, et Joseph-Louis Pittier, de Martigny, d'élaborer un projet de Constitution en février 1798 (Rufer, o. c., p. 194). Il devint membre du Directoire exécutif en 1798, conseiller d'Etat en 1802, chancelier de 1815 à sa mort, député à la Diète fédérale en 1819 ; il est connu comme ingénieur et savant physicien (*Armorial valaisan*, p. 214).

²⁹ Ce texte souligne clairement l'influence qu'eut en Valais comme en France J.-J. Rousseau, l'auteur du *Contrat social* qui, a-t-on justement dit, était devenu la Bible ou le Coran des rénovateurs. Les « Cahiers de doléances »

tien de la sûreté individuelle des personnes, pour la sûreté de toutes les propriétés ; que tout soit sous la sauvegarde de la loi, qu'elle ne soit souillée par aucun désordre, ne coûte de larmes à personne.

Qu'il nous sera donc honorable de pouvoir dans l'avenir nous rendre ce témoignage ; tous nos efforts y tendront et nous savons déjà d'avance, chers Concitoyens, que vous y concurrez avec toute l'énergie que vous avez montrée en tant d'occasions !

Malheur à tous les malintentionnés, à tous les méchants qui voudraient troubler la paix et le bon ordre, notre vigilance commune étouffera le crime sous le poids vengeur de la loi.

Et pour assurer ce bon ordre, le Comité « arrête et ordonne une garde à Monthey de 32 hommes y compris le tambour, auxquels il sera passé une solde de 4 baches³⁰ par jour chacun, qui sera répartie sur la généralité des biens : Le Val d'Illiez fournira 8 hommes, Troistorrents 7, Monthey 4, Les Quartiers d'Embas 4, Vionnaz 2, Vouvry 4, Bouveret 2, St-Gingolph 1. »

« Cette garde sera commandée par un sergent du Val d'Illiez et un de Troistorrents, auxquels on passera 6 baches par jour chacun, à répartir comme dessus. »

Le Comité « arrête, au surplus, une garde de 4 hommes dans chaque Communauté pour la sûreté publique, sauf les petites communautés, si elles peuvent sans danger en être exemptées ».

Le 30 janvier 1798, le Comité central se réunissait à nouveau, avec les députés des Communes qui apportaient l'approbation, par leurs Conseils généraux, des décisions prises le 29 au sujet de la proclamation de l'indépendance de la Bannière de Monthey.

Ayant ainsi enregistré cette sanction générale, les représentants de l'autorité, « escortés par un détachement de la force armée »³¹, se rendirent sur la Place publique pour assister à la plantation de l'arbre de la Liberté.

Le président Devantéry arbore sur l'arbre un drapeau vert, blanc et rouge³², après quoi l'emblème de la liberté fut élevé « aux acclama-

(environ 50'000) rédigés à travers toute la France dans les premiers mois de 1789, étaient farcis des idées et parfois même des expressions de Rousseau, devenu le prophète des temps nouveaux. Il est intéressant de remarquer ici que le même courant avait pénétré en Valais.

³⁰ Baches ou batz.

³¹ Si, comme nous venons de le voir, cette « force armée » se composait de trente-deux hommes et de deux sous-officiers, l'on doit admettre que le notaire Guerraty voyait un peu grand...

³² On sait qu'en juillet 1789, la foule qui se pressait dans les jardins du Palais Royal, à Paris, demeure du Duc d'Orléans, exaltée par Camille Desmoulins, arracha les feuilles des arbres pour se reconnaître au cours des événements sanglants qui allaient se produire. Le vert fut dès lors la couleur adoptée par les partisans des idées nouvelles. Le drapeau arboré à Monthey le 30 janvier 1798 associe le vert aux anciennes couleurs valaisannes blanche et rouge. Par un curieux hasard, les trois mêmes couleurs deviendront plus

tions d'un peuple immense et au son d'une musique brillante et militaire³³ ; ensuite le dit Président a prononcé un discours qui a été suivi de la prestation du serment par tout le peuple assemblé, de maintenir notre liberté et indépendance ».

Avant de se séparer, le Comité décide que « dorénavant on se servira du titre de citoyen envers un chacun et que les châtelains de Commune prendront la qualification de Juges de Paix ».

Il arrête en outre que les citoyens Charles-Emmanuel de Rivaz, Jean Nantermod et Michel Dufour, membres tous trois du Comité central, « se rendront incessamment à St-Maurice, auprès du citoyen Mangourit, résident de la République française près l'Etat du Vallais, pour lui faire part de la proclamation de notre indépendance et des vœux de nos concitoyens. Ils se rendront pareillement au Comité de la Ville de St-Maurice ».

Il décide enfin « que les citoyens Michel Dufour et Emmanuel Turin se rendront demain à Sion pour porter au citoyen Banneret Barberin, le vœu de notre Bannière pour former un dixain ».

Ils sont porteurs d'une lettre dont la teneur suit :

Au Banneret Barberin à Sion

Monsieur !

Nous députons vers vous le major Dufour et le lieutenant Emmanuel Turin, membres de notre Comité d'administration, pour vous remercier de l'adresse infiniment gracieuse que nous avons reçue de votre part et vous informer de l'adhésion qu'y donnent nos communes et des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons. Nous vous prions d'ajouter foi à tout ce qu'ils pourront vous dire de notre part.

Nous sommes avec la considération la plus distinguée, Monsieur, vos très humbles et très obéissants serviteurs

*Les membres du Comité Central
établi à Monthey*

Monthey, le 30 janvier 1798

La cause était dès lors entendue.

Le 4 février 1798, les représentants du Bas-Valais tout entier

tard celles de l'Italie unifiée (le vert uni au rouge et blanc de la Maison de Savoie) et de la République neuchâteloise (le vert associé aux couleurs suisses). La République du Léman (Vaud) arbora en 1798 un drapeau vert uni. La couleur verte subsiste encore comme symbole de la liberté dans les armoiries des Cantons de Vaud, Thurgovie et St-Gall, formés en 1803.

³³ Cette fanfare, composée de quelques soldats musiciens groupés pour la circonstance sous le commandement du capitaine Jean-Maurice Barlatay, ne fut point éphémère ; elle poursuivit son existence sous le nom de Musique de Monthey et devint par la suite l'Harmonie municipale de cette même ville. Cf. notre plaquette sur l'Harmonie de Monthey, publiée en 1948 pour le 150^e anniversaire de cette société.

réunis à St-Maurice adressaient à la Diète à Sion la proclamation suivante, signée des présidents des trois grandes Bannières bas-valaisannes de Monthey, St-Maurice et Entremont :

MAGNIFIQUES SEIGNEURS,

Il était bien difficile qu'à l'exemple des peuples de plusieurs cantons suisses, et ceux du voisinage en particulier, le bas-Vallais fermât son cœur à la douce inspiration à la liberté, c'est pourquoi toutes les communautés du bas-Vallais constituées en Comité général par leurs représentants assemblés en la maison de commune de St-Maurice, ont unanimement réitéré les proclamations déjà respectivement faites chez elles de leur liberté absolue, et de nouveau prononcé leur pleine indépendance de la domination du haut-Vallais, se déclarant peuple libre entièrement indépendant, et relevé de toute sujétion. Pendant que l'arbre de la liberté étendait ses racines, la haute commission, par des motifs de bienfaisance, offrait la liberté à diverses communes, et les invitait à se réunir à celles du haut-Vallais³⁴ ; elle a confirmé hier cette offre à la délégation du Comité général³⁵. C'est pour en obtenir un témoignage plus durable que le comité vient requérir la haute Commission de réaliser ses offres par un acte plus solennel en reconnaissant l'extinction de la domination du haut-Vallais, ainsi que l'indépendance de tout le bas-Vallais, en instruisant aussi le Comité de l'étendue des pouvoirs dont elle est nantie, pour accélérer les démarches préparatoires à la réunion si longtemps désirée, et que le vœu général du bas-Vallais embrasse de pair avec la liberté et l'indépendance.

Fait en Comité général à St-Maurice le quatre³⁶ février 1798.

Le 22 février, le Grand-Bailli Jacques Valentin de Sigristen³⁷, épédiait enfin, au nom des Sept Dizains, l'acte solennel proclamant la renonciation à la souveraineté que le Haut-Valais exerçait sur le Bas-

³⁴ Lettre du 29 janvier 1798, citée plus haut. Cf. note 27 ci-dessus.

³⁵ Sans doute s'agit-il de la conférence qui réunit à St-Maurice, les 3 et 4 février, les représentants des Communes du Bas-Valais et ceux des Sept Dizains ; ces derniers y présentèrent le 4 un acte d'émancipation signé à Sion le 1^{er} février. Voir Grenat, o. c., pp. 455-457.

³⁶ La chronologie n'est pas toujours facile à établir. Le notaire Gabriel Guerraty insère cette proclamation avec la date du 4 février, qui est celle de la grande assemblée tenue à St-Maurice. Le 6, le président Devantéry donnait connaissance au Comité central de Monthey de la pièce adressée à la Diète haut-valaisanne par les trois grandes Bannières du Bas-Valais. L'acte solennel du 22 février (ci-après) fait expressément mention de la démarche du 6 février.

³⁷ Jacques-Valentin Sigristen (de Sigristen dans la brochure de Monthey de 1898), d'Ernen, major et banneret de Conches, gouverneur de St-Maurice en 1774-75, fut le dernier grand-bailli de l'ancienne République des Sept Dizains, de 1790 à 1798. Homme modéré, il se rallia au nouveau régime, fit partie de la Chambre administrative en 1799 et devint enfin conseiller d'Etat en 1807, mort en 1808 (*Armorial valaisan*, p. 242 ; liste des grands-baillis dans *Annales valaisannes*, 1946, p. 120). Sa modération s'était déjà manifestée en 1790 (Bertrand : *Influence étrangère*, p. 410).

Valais et la reconnaissance de l'indépendance et de la liberté des anciens sujets. Voici la partie essentielle de ce document :

Nous Jacques Valentin de Sigristen, Grand-Baillif de la souveraine République du haut-Vallais et les députés de tous les sept dixains nommément... Rendons notoire qu'en conséquence de la demande qui nous a été faite par écrit sous le 6 courant par messieurs le Banneret Duc³⁸ président et l'avocat Joris³⁹ secrétaire provisoire, de la part et au nom du comité général national de St-Maurice, et en considération de la même demande réitérée par le même comité et énoncée dans sa réponse du 20 courant, à l'effet d'obtenir des sept dixains l'acte solennel contenant la corroboration des L. L. Conseils et communautés des dits sept dixains, et en leur nom, de la liberté et indépendance de l'Etat du Bas-Vallais et de tout son peuple, Nous les Préfats Grand-Baillif et Députés des sept dixains, en vertu de nos pleins pouvoirs dont nous sommes nantis, à cette fin, par les Conseils et communautés respectives du haut-Vallais nos commettants, Déclarons et manifestons par les présentes à tous et un chacun que de l'autorité prédite nous Corroborons, Ratifions et Confirmons l'acte émané sous le 1^{er} de ce mois, signé par les membres de la haute commission siégeante à Sion, énonçant la renonciation de la souveraineté que le haut-Vallais possédait sur le Bas-Vallais et la reconnaissance de tous les individus du bas-Vallais pour un peuple libre, ainsi que le désir sincère et constant d'entretenir avec l'Etat du Bas-Vallais, l'amitié la plus fraternelle et la plus solide et la plus parfaite loyauté, lequel acte a été délivré par nos députés au Comité général de St-Maurice le 4 du courant.

Fait à Sion en diète générale et extraordinaire le 15 du courant et jours sécutifs, Expédié et délivré le 22 février⁴⁰ 1798 sous le grand sceau de la République du Haut-Vallais.

En foi de quoi

*Le Grand Baillif, et Conseil
susnommé de la République du haut-Vallais*

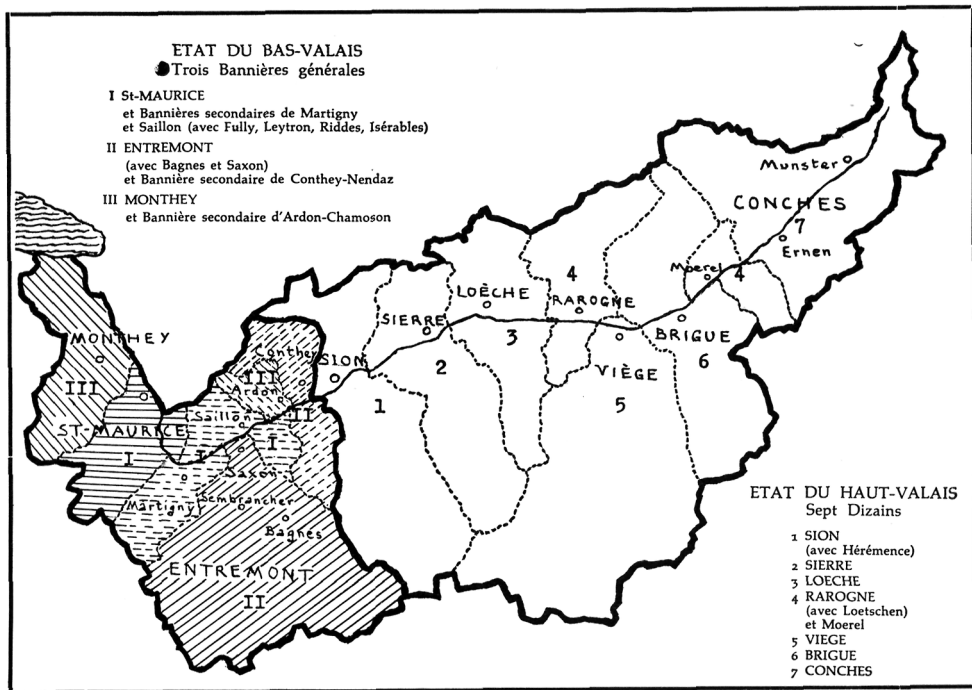
C'est ainsi que les territoires bas-valaisans obtinrent leur indépendance dans le calme et dans la paix⁴¹.

³⁸ Jean-Joseph Duc (1748-1822), de Conthey, notaire, officier en France, major de Daillon, banneret et châtelain de Conthey, major de la grande Bannière d'Entremont-Conthey 1784, membre du Sénat helvétique 1798 et de la Chambre administrative du Valais 1802, grand-châtelain de Sion 1803, juge au Tribunal suprême 1803-1810, président du Dizain de Conthey 1817-1822 (*Armorial valaisan*, p. 82).

³⁹ Sans doute François-Emmanuel Joris, notaire, sous-préfet du District d'Entremont 1798-1801, président du Dizain 1802-1810, président d'Orsières, député à la Diète valaisanne (*Armorial valaisan*, p. 136).

⁴⁰ La brochure éditée à Monthey en 1898 porte par erreur « 22 janvier », mais cet acte solennel est bien du 22 février, comme on le voit dans Grenat qui le publie également, o. c., p. 457.

⁴¹ On notera spécialement les expressions suivantes : d'une part : *la souveraine République du Haut-Valais*, d'autre part : *l'Etat du Bas-Valais*. Ainsi, l'acte solennel du 22 février reconnaissait l'existence officielle de deux Etats



LES DEUX ETATS VALAISANS

Février-mars 1798

Le 16 mars 1798, les députés du Valais oriental et les membres du Comité général du Valais occidental se réunissaient pour la première fois dans la grande salle de l'hôtel de ville de St-Maurice, en assemblée représentative provisoire de la République du Valais ⁴².

Le ministre-résident de la République Française en Valais, le citoyen Mangourit, ouvrit en personne cette séance solennelle par un discours dont nous extrayons quelques passages :

Citoyens représentants, le spectacle que vous offrez d'une réunion sincère et touchante ne sera point oublié. Votre résolution ⁴³ s'est opérée par la force et la raison : elle n'a pas coûté une larme à l'humanité. L'histoire se plaira à décrire comment la liberté se perfectionna sans douleur dans vos contrées ; comment elle s'assit au milieu d'une des plus vertueuses races du genre humain, que jusqu'alors on avait calomniée au point de la faire regarder au-dessous de toutes les autres.

Qu'ils nous disent, ces hommes vertueux qui jugeaient le peuple valaisan avec tant d'injustice, quelles sont les plus arriérées des grandes familles de l'espèce humaine, ou celles qui, enorgueillies du titre de république qu'elles portaient et dont elles ne jouissaient pas, se sont exposées au fléau des guerres civiles, ou bien le Vallais qui, du moment où l'heure de sa régénération a sonné, s'est empressé d'offrir à l'Europe républicaine et royale, le tableau enchanteur de ses enfants libres, réconciliés et réunis...

Alfred COMTESSE

valaisans indépendants l'un de l'autre : le Haut-Valais et le Bas-Valais. La première République comprend les Sept Dizains, dont les députés forment la Diète. L'Etat du Bas-Valais est représenté par un « Comité général national » réuni à St-Maurice, groupant des représentants des trois grandes Bannières du Bas-Valais.

Dès 1790, un manifeste de provenance étrangère avait engagé les Bas-Valaisans à constituer trois Dizains, dont les « députés réunis formeront une Diète semblable à celle de Sion » et qui assurera l'indépendance du pays ; celle-ci une fois établie, les Bas-Valaisans devront proposer, selon ce manifeste, au Haut-Valais la réunion dans une égalité parfaite ; en cas de refus, ils devront former un Etat indépendant (Bertrand : *Influence étrangère*, pp. 411-412). C'est exactement ce qui se passa en 1798. Le 3 mars 1798, le « Comité général du Valais occidental » accepte provisoirement, en réservant la ratification des assemblées primaires communales, un projet de Constitution préparé par les soins de Mangourit et propose d'en envoyer une copie à la « Diète du Valais oriental » pour semblable acceptation ; le « Conseil des sept Dizains composant la Diète de Valais oriental » se rallie pareillement au projet, vu qu'il « assure aux *Etats de Valais*... le maintien de la religion catholique,... ainsi que la réunion désirée des deux *Etats de Valais* sur les principes de l'égalité, de la liberté... » (Rufer, o. c., pp. 207-208).

⁴² « La révolution paraissait achevée. Elle n'avait pas coûté une goutte de sang. » Rufer, o. c., p. 209.

⁴³ Peut-être faudrait-il lire : *révolution ?* de même que, plus loin, *Europe républicaine et loyale*... Mais la brochure éditée en 1898 porte : *résolution et royale*...